

Vos élu-e-s vous informent CSE du 26 septembre

A l'ouverture du CSE, les élus interpellent la direction sur **les importants et récurrents dysfonctionnements informatiques.**

Le SI ne parvient pas à suivre les évolutions informatiques lors des versions. Même si nos applicatifs sont KO, les services restent ouverts.

Laisser les services ouverts quand nos applicatifs sont KO dégrade nos conditions de travail, augmente les risques psycho-sociaux comme les risques d'énerverment des usagers.



Que compte faire la direction alors que sont d'ores et déjà annoncés des évolutions informatiques importantes en octobre/ novembre afin d'adapter notre système d'information aux transformations de France Travail et l'ouverture progressive de celui-ci au réseau pour l'emploi ?

Pas de réponse, on est dans le flou...

La direction préfère nous parler de ce qui avance bien... **comme le chantier Vision/ valeurs**

Plus de 200 ateliers ont eu lieu sur la région en agence et fonction support impliquant plus de 3 600 participants.



Comment définir cette démarche qui nous invite à réfléchir sur une vision et des valeurs quand en même temps la direction générale présente un document au conseil d'administration qui prévoit jusqu'à 2900 suppressions d'emploi ?

Imposture, tartuferie, duperie, mystification, supercherie ?

Pour le reste, on est dans le flou...

Aucun document fourni par la direction sur le nouveau service employeur, France Travail Pro, qui sera lancé le 24 octobre.

La direction régionale est peu disert sur les nombreux tests, expérimentations et POC lancés sur la région comme l'accompagnement rénové des BRSA, les nouvelles modalités de suivi et d'accompagnement, le pilote CRE, les frontaliers, le zéro illettrisme...

Interruption de séance, raidissement de la direction sur des points de règlement, le dialogue social n'est pas au beau fixe !

Diagnostic socio-professionnel :

A partir du 14 octobre prochain tout agent FT aura accès au DSP. Le DSP est déjà utilisé dans le cadre des expérimentations Nouvel accompagnement BRSA, nouvelles MSA, 0 illettrisme. 23 000 DSP ont été réalisés par les collègues sur les 24 agences concernées.

Le 1^{er} janvier 2025, le DSP sera déployé auprès des partenaires du réseau pour l'emploi. Il s'agit de se baser sur les critères définis par le CNE. L'organisation des points à diagnostiquer se doit être partagée avec les acteurs MILO, CAP Emploi, Conseils Dept.

Cap Emploi utilisera le DSP en 2025. Pour les MILO, ça viendra petit à petit. Dans les conseils départementaux (dont la métropole de Lyon), chacun a ses outils, sa manière de traiter le diagnostic. Un travail est en cours pour savoir si les CD gardent leur outil et mettent dans la Plateforme SI commune, ou s'ils choisissent d'utiliser l'outil qui leur permet d'accéder au DSP (MAP partenaires avec un environnement proche de celui de FT). Il y a une discussion CD par CD et ça avance petit à petit. Les discussions se poursuivront au-delà de janvier 2025 pour que tous intègrent les critères du CNE

Point d'étape sur les nouvelles modalités du contrôle de la recherche d'emploi

Il avait été demandé par les élus CSE. Pas de dossier présenté mais on a bien compris qu'il s'agit **d'augmenter le nombre de contrôle sans augmenter les effectifs.** Pour cela :

- de **nouvelles requêtes sur de nouvelles populations** : frontaliers (Thoiry, Annemasse, Meythet, Thonon) et DE sans activité et sans service dans le temps.
- Expérimentation depuis mai sur la procédure flash. La FSU a rappelé son opposition à cette industrialisation du contrôle de la recherche d'emploi. **La FSU dénonce le fait que des demandeurs d'emploi puissent recevoir une menace de sanction alors même qu'il n'y a pas eu d'entretien, d'échange avec un conseiller... mais sur la simple présomption d'un faisceau d'indices.** Faisceau d'indices que l'on ignore... Faisceau d'indices que l'on ignore... et mis sur pied par le développement de l'IA...

La FSU a fait remonter des exemples concrets de dysfonctionnements, de courriers ou de sanctions à tort...

La FSU emploi a été moteur de la demande d'un CSE extra pour présentation de l'ensemble des projets le plus rapidement possible après la tenue d'un CSEC vers le 09 octobre. Nous pensons indispensable d'alerter la direction sur des questions et dysfonctionnements qui remontent déjà des sites et services.

Et l'évaluation des risques dans tout ça ?

Un nouveau document unique- DUERP- a été mis en place cette année avec 11 risques à répertorier au niveau de chaque site.



Les critères d'évaluation de ces risques ont changé depuis l'an dernier. *La FSU emploi dénonce une fois de plus l'opacité, voire l'absence d'évaluation sur certains sites des risques sur l'ensemble des dossiers, tout particulièrement sur le volet RPS, alors que les projets de transformation découlant de la LPE – loi pour le plein emploi - nous exposent à ce type de risques : interrogations sur le sens de notre travail ou conflits de valeurs. Ces évolutions et transformations entraînent des changements de processus et des changements permanents que nous devons intégrer.*

Pour la FSU, les 2 risques majeurs sont les RPS et les risques d'agression. Le DUERP présenté n'est pas du tout à la hauteur des enjeux, que ce soit sur l'évaluation ou les plans d'actions qui en découlent.

Activités sociales et culturelles : Vote dotation Noël.

Le CSE attribue traditionnellement des chèques cadeaux en fin d'année.

Cette année, la dotation sera attribuée aux agents présents et payés au 30/09/24. Elle sera de 100 Euros en chèques cadeaux.



Dotation en baisse par rapport aux années précédentes. Pourquoi ?

- les années précédentes, nous avons bénéficié de recrutements et donc d'une augmentation de la masse salariale. La masse salariale se tasse cette année et le CSE ne pourra pas compter sur un abondement supplémentaire de ses ressources en 2024.
- le CSE bénéficiait ses dernières années de réserves assez conséquentes sur son budget ASC. Le CSE n'ayant pas vocation à thésauriser, le choix avait été fait d'augmenter la dotation de Noël au maximum possible (règles Urssaf).

Début janvier, il y aura une réunion commune de la CASC et de la commission des marchés pour un format dématérialisé en 2025, format de plus en plus répandu dans les enseignes

Dans cet esprit (accès aux vacances pour tous), nous sommes favorables au vote de travaux de rénovation pour les chalets d'Annecy afin de continuer à proposer une destination attractive à un prix attractif. (200 Euros/semaines en pleine saison en 2024)

ALBERTVILLE

La réouverture complète du site d'Albertville, après un peu plus d'un an de fermeture de l'accueil, suite à un incendie de juillet 2023 a été annoncée.

La direction décerne au passage à Albertville le label « accueil rénové » . ***Nous allons interroger nos collègues pour connaître leur version des faits.***